

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 759 (89-646)

21 MARS 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 30 mars 1989 :

— page 5524, à la spécialité « Motilium Janssen Pharma », reprise à l'article 4, 1° c), lire « ** pr. supp. à 30 mg — 17,83 » au lieu de « * pr. supp. à 30 mg — 17,83 »;

— page 5525, à la spécialité « Isilung Sanders-Probel », reprise à l'article 4, 1° d), lire « ** pr. caps. à 100 mg — 4,43 » au lieu de « * pr. caps. à 100 mg — 4,43 »;

— page 5527, à la spécialité « Robinul Pharbil-Rorer », reprise à l'article 4, 1° e), lire « 5 amp. inj. 1 ml à 0,2 mg » au lieu de « 2 amp. inj. 1 ml à 0,2 mg » et à la spécialité « Cymevene Sarva », reprise à l'article 4, 1° f), lire « ** pr. fl. lyoph. pr. perf. à 500 mg » au lieu de « * pr. fl. lyoph. pr. perf. à 500 mg »;

— page 5530, dans la colonne « Critère » de la spécialité « Ferrum Hausmann », reprise à l'article 4, 1° h), lire « C-33 » au lieu de « B-33 »;

— page 5534, dans la colonne « Observations » de la spécialité « Oncovin Lilly », reprise à l'article 4, 1° h), supprimer les lettres « P ».

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 759 (89-646)

21 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische verstrekkingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1989 :

— blz. 5524, van de specialiteit « Motilium Janssen Pharma », opgenomen onder artikel 4, 1° c), lezen « ** pr. supp. à 30 mg — 17,83 » in plaats van « * pr. supp. à 30 mg — 17,83 »;

— blz. 5525, van de specialiteit « Isilung Sanders-Probel », opgenomen onder artikel 4, 1° d), lezen « ** pr. caps. à 100 mg — 4,43 » in plaats van « * pr. caps. à 100 mg — 4,43 »;

— blz. 5527, van de specialiteit « Robinul Pharbil-Rorer », opgenomen onder artikel 4, 1° e), lezen « 5 amp. inj. 1 ml à 0,2 mg » in plaats van « 2 amp. inj. 1 ml à 0,2 mg » en van de specialiteit « Cymevene Sarva », opgenomen onder artikel 4, 1° f), lezen « ** pr. fl. lyoph. pr. perf. à 500 mg » in plaats van « * pr. fl. lyoph. pr. perf. à 500 mg »;

— blz. 5530, in de kolom « Criterium » van de specialiteit « Ferrum Hausmann », opgenomen onder artikel 4, 1° h), lezen « C-33 » in plaats van « B-33 »;

— blz. 5534, in de kolom « Opmerkingen » van de specialiteit « Oncovin Lilly », opgenomen onder artikel 4, 1° h), de letters « P » schrappen.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 89 — 760

8 AVRIL 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment les articles 25 et 27;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 14 octobre 1966, 2 décembre 1969, 15 janvier 1973, 13 février 1985 et 20 juillet 1987;

Vu l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1934 et 6 septembre 1951;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 8 décembre 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. La déclaration de fabricant, de marchand d'armes ou de munitions ou d'artisan armurier est faite, avant tout début d'activité, à l'administration communale du lieu ou doit se tenir cette activité.

Elle mentionne :

- a) les nom et prénoms du déclarant, ou la dénomination ou la raison sociale, ainsi que son adresse et sa nationalité;
- b) la nature précise de l'activité;
- c) le lieu de la fabrique, du magasin ou de l'atelier ou tout autre lieu où s'exerce l'activité du déclarant. »

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 89 — 760

8 APRIL 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op de artikelen 25 en 27;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 oktober 1966, 2 december 1969, 15 januari 1973, 13 februari 1985 en 20 juli 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1934 en 6 september 1951;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 8 december 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De aangifte van het beroep van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of van wapenmaker, dient, vooraleer de beroepswerkzaamheden worden aangevat, gedaan te worden bij het gemeentebestuur van de plaats waar het beroep zal worden uitgeoefend.

De aangifte vermeldt :

- a) de naam en de voornamen van de aangever, of de naam of de firma van de vennootschap, alsmede het adres en de nationaliteit;
- b) de nauwkeurige beschrijving van het beroep;
- c) de plaats waar de fabriek, de winkel of de werkplaats gelegen is of iedere andere plaats waar de aangever zijn beroepswerkzaamheid uitoefent. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Dans les huit jours de l'inscription de la déclaration, l'administration communale en informe le procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la cessation d'activités ou de la modification des données mentionnées au certificat, le déclarant ou ses héritiers ou ayants droit sont tenus d'en informer l'administration communale et de restituer le certificat. »

Art. 3. L'article 10 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Il est également tenu d'informer dans les quinze jours l'autorité qui a délivré l'autorisation s'il change de domicile ou si l'arme a été détruite ou n'est plus en sa possession. »

Art. 4. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 17. Le titulaire du permis est tenu d'informer dans les quinze jours l'autorité qui l'a délivré s'il change de domicile ou si l'arme a été détruite ou n'est plus en sa possession.

Si le nouveau domicile du titulaire est situé dans un autre arrondissement judiciaire, le permis cesse d'être valable et doit être restitué dans les quinze jours au procureur du Roi qui l'a délivré. »

Art. 5. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. Tout particulier qui acquiert une arme à feu de guerre par succession ou par testament doit introduire la demande dans les deux mois du jour où il en est devenu détenteur. »

Art. 6. L'article 20, alinéa 5, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer dans les quinze jours le gouverneur qui l'a délivrée s'il change de domicile ou si l'arme a été détruite ou n'est plus en sa possession. »

Art. 7. § 1er. L'intitulé du chapitre V du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. De l'immatriculation des armes à feu de défense (art. 14 de la loi). »

§ 2. La section 1 du chapitre V du même arrêté, comprenant l'article 24, est abrogée.

§ 3. L'article 23bis du même arrêté en devient l'article 24.

§ 4. L'intitulé de la section 2 du chapitre V du même arrêté est abrogé.

Art. 8. A l'article 26, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou » sont supprimés.

Art. 9. L'article 27 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Le certificat d'immatriculation est conservé par le titulaire et doit être présenté à toute réquisition des autorités.

Le titulaire est tenu d'informer dans les quinze jours l'autorité qui a délivré le certificat s'il change de domicile ou si l'arme a été détruite ou n'est plus en sa possession. »

Art. 10. L'intitulé du chapitre VII du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1934, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VII. Des mesures de constatation des ventes ou cessions d'armes à feu ou de munitions effectuées par les fabricants ou marchands (art. 25 de la loi). »

Art. 11. L'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1934, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 31. Les fabricants et marchands d'armes à feu et les artisans armuriers qui vendent ou cèdent à des marchands inscrivent les armes de défense ou de guerre qu'ils fabriquent, acquièrent, vendent ou cèdent dans un registre conforme au modèle n° 10 ci-annexé. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« Binnen acht dagen na de inschrijving van de aangifte stelt het gemeentebestuur de procureur des Konings daarvan in kennis.

Binnen vijftien dagen na de beëindiging van de beroepswerkzaamheden of de wijziging van de op het getuigschrift vermelde gegevens, moeten de aangever of zijn erfgenamen of zijn rechtverkrijgenden daarvan kennis geven aan het gemeentebestuur en het getuigschrift inleveren. »

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Hij moet tevens binnen vijftien dagen nadat hij van woonplaats is veranderd, of nadat het wapen vernietigd is dan wel niet meer in zijn bezit is, de overheid die de vergunning heeft uitgereikt daarvan in kennis stellen. »

Art. 4. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 17. De houder van de vergunning moet binnen vijftien dagen nadat hij van woonplaats is veranderd, of nadat het wapen vernietigd is dan wel niet meer in zijn bezit is, de overheid die de vergunning heeft uitgereikt daarvan in kennis stellen.

Is de nieuwe woonplaats van de houder in een ander gerechtelijk arrondissement gelegen, dan houdt de vergunning op geldig te zijn en moet zij binnen vijftien dagen worden teruggezonden aan de procureur des Konings die ze heeft uitgereikt. »

Art. 5. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19. Elke particulier die een oorlogsvuurwapen door erfenis of bij testament verkrijgt, moet de aanvraag indienen binnen twee maanden na de dag waarop hij in het bezit daarvan gekomen is. »

Art. 6. Artikel 20, vijfde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« De houder van de vergunning moet binnen vijftien dagen nadat hij van woonplaats is veranderd, of nadat het wapen vernietigd is dan wel niet meer in zijn bezit is, de gouverneur die de vergunning heeft uitgereikt daarvan in kennis stellen. »

Art. 7. § 1. Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk V. Immatriculatie van verweervuurwapens (art. 14 van de wet). »

§ 2. Afdeling 1 van hoofdstuk V van hetzelfde besluit, die artikel 24 bevat, wordt opgeheven.

§ 3. Artikel 23bis van hetzelfde besluit wordt artikel 24.

§ 4. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 26, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « van het van kracht worden van dit besluit of » geschrapt.

Art. 9. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het immatriculatiegetuigschrift wordt bewaard door de houder en moet op elk verzoek van de overheid worden vertoond.

De houder moet binnen vijftien dagen nadat hij van woonplaats is veranderd of nadat het wapen vernietigd is dan wel niet meer in zijn bezit is, de overheid die het getuigschrift heeft uitgereikt daarvan in kennis stellen. »

Art. 10. Het opschrift van hoofdstuk VII van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 1934, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk VII. Door wapenfabrikanten of -handelaars te nemen maatregelen voor de vaststelling van de verkoop of de overdracht van vuurwapens of munitie (art. 25 van de wet). »

Art. 11. Artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 1934, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 31. De vuurwapenfabrikanten en -handelaars en de wapenmakers die aan handelaars verkopen of overdragen, moeten elk door hen vervaardigd, aangekocht, verkocht of overgedragen verweer- of oorlogswapen inschrijven in een overeenkomstig het hierbijgevoegd model nr. 10 ingericht register. »

Art. 12. Un article 32bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 32bis. Les fabricants et marchands d'armes à feu et les artisans armuriers qui vendent ou cèdent à des particuliers inscriront, dans un registre conforme au modèle n° 11bis ci-annexé, les armes à feu de chasse ou de sport qu'ils acquièrent, fabriquent, vendent ou cèdent.

La vente ou cession ne peut être faite que sur présentation d'un document d'identité par le particulier.

Un avis de vente ou cession, conforme au modèle 11ter ci-annexé, est transmis par le vendeur ou cédant, dans les huit jours de la vente ou cession, au chef de corps de la police communale du domicile de l'acquéreur ou, si celui-ci n'est pas domicilié en Belgique, au registre central des armes visé à l'article 35.

Le vendeur ou cédant conserve une copie de cet avis et remet une autre copie à l'acquéreur. »

Art. 13. Il est inséré dans le même arrêté, à la place de l'article 35 qui devient l'article 39, un article 35 nouveau rédigé comme suit :

« Article 35. Les registres prévus aux articles 31 à 34 devront être présentés à toute réquisition des autorités et devront être conservés durant les vingt années qui suivent la fin de leur utilisation. »

Art. 14. Un article 36 rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 36. Il est institué au sein du commissariat général de la police judiciaire près les parquets un registre central des armes.

Ce registre est accessible au Ministre de la Justice ou son délégué, au Ministre de l'Intérieur ou son délégué, aux gouverneurs de province, aux procureurs généraux près les cours d'appel, à l'auditeur général près la cour militaire, aux juges d'instruction, aux procureurs du Roi, aux auditeurs militaires et aux membres de la police judiciaire près les parquets, de la gendarmerie et de la police communale.

Les informations obtenues ne peuvent être utilisées que pour la gestion des documents prévus à l'article 37 et dans le cadre des missions de police judiciaire et administrative de ces autorités et services. Elles ne peuvent faire l'objet d'aucune communication à des tiers.

Les informations relatives à l'acquisition, la vente ou la cession d'armes à feu en Belgique par des ressortissants étrangers ne peuvent être communiqués aux autorités judiciaires et services de police du pays dont ces personnes sont ressortissantes qu'à l'intervention du commissariat général de la police judiciaire. »

Art. 15. Un article 37, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 37. Ce registre ne contient que les informations relatives aux documents suivants :

1° les avis de vente, de cession ou d'importation d'une arme à feu de défense, visés aux articles 11, et 13, § 3;

les avis de vente, de cession ou d'importation d'une arme à feu de guerre, visés aux articles 21, § 4 et 22, § 4;

les certificats d'immatriculation d'une arme à feu de défense, visés à l'article 27;

les avis de vente ou cession d'une arme à feu de chasse ou de sport, visés à l'article 32bis;

les permis de port d'arme de défense, visés à l'article 15.

Sont seuls mentionnés : l'identité du titulaire, sa nationalité, son adresse, la destination professionnelle ou privée de l'arme, les caractéristiques essentielles de l'arme et le cas échéant, l'identité du vendeur ou cédant;

2° les autorisations de posséder un dépôt d'armes de défense ou de guerre, visées à l'article 29;

les inscriptions des déclarations au registre de fabricant, de marchand d'armes ou de munitions ou d'artisan armurier, visées à l'article 2.

Sont seuls mentionnés : l'identité du titulaire, sa nationalité, son adresse et le lieu du dépôt, de la fabrique, du magasin ou de l'atelier ou tout autre lieu où s'exerce l'activité concernée. »

Art. 12. Een artikel 32bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 32bis. De vuurwapenfabrikanten en -handelaars en de wapenmakers die aan particulieren verkopen of overdragen, moeten elk door hen aangekocht, vervaardigd, verkocht of overgedragen jacht- of sportvuurwapen inschrijven in een overeenkomstig het hierbijgevoegd model nr. 11bis ingericht register.

De verkoop of overdracht kan alleen geschieden na voorlegging door de particulier van een identiteitsbewijs.

Binnen acht dagen na de verkoop of de overdracht zendt de verkoper of de overdrager een bericht van verkoop of overdracht, overeenkomstig het hierbijgevoegd model nr. 11ter, aan de korpschef van de gemeentepolitie van de woonplaats van de koper of, zo deze laatste zijn woonplaats niet in België heeft, aan het centraal wapenregister, bedoeld in artikel 36.

De verkoper of de overdrager bewaart een afschrift van dit bericht en bezorgt een ander afschrift aan de verkrijger. »

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt in de plaats van artikel 35 dat artikel 39 wordt, een nieuw artikel 35 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 35. De registers bepaald in de artikelen 31 tot 34 moeten op elk verzoek van de overheid worden vertoond en moeten worden bewaard gedurende twintig jaar, te rekenen van het tijdstip waarop zij niet meer worden gebruikt. »

Art. 14. Een artikel 36, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 36. Bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten wordt een centraal wapenregister opgericht.

Dit register is toegankelijk voor de Minister van Justitie of diens gemachtigde, voor de Minister van Binnenlandse Zaken of diens gemachtigde, voor de provinciegouverneurs, voor de procureurs-generaal bij de Hoven van beroep, voor de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof, voor de onderzoeksrechters, voor de procureurs des Konings, voor de krijgsauditeurs, alsook voor de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten, van de rijkswacht en van de gemeentepolitie.

De bekomen inlichtingen mogen alleen worden gebruikt voor het beheer van de stukken bepaald in artikel 37, en in het kader van de taken van gerechtelijke en administratieve politie van die overheden en diensten. Zij mogen niet aan derden worden medegedeeld.

De inlichtingen die betrekking hebben op het verkrijgen, de verkoop of de overdracht van vuurwapens in België door buitenlandse onderdanen, mogen slechts door tussenkomst van het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie worden meegegeeld aan de gerechtelijke overheden en politiediensten van het land waarvan deze personen onderdanen zijn. »

Art. 15. Een artikel 37, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 37. Het register bevat slechts de gegevens die betrekking hebben op de volgende stukken :

1° de berichten van verkoop, overdracht of invoer van een verweervuurwapen, bedoeld in de artikelen 11, en 13, § 3;

de berichten van verkoop, overdracht of invoer van een oorlogsvuurwapen, bedoeld in de artikelen 21, § 4, en 22, § 4;

de immatriculatiegetuigschriften van een verweervuurwapen, bedoeld in artikel 27;

de berichten van verkoop of overdracht van een jacht- of sportvuurwapen, bedoeld in artikel 32bis;

de vergunningen tot het dragen van een verweervuurwapen bedoeld in artikel 15.

Vermeld worden alleen de identiteit van de titularis, diens nationaliteit, adres, de vermelding of het wapen voor professionele dan wel voor private doeleinden is bestemd, de wezenlijke kenmerken van het wapen, alsook, in voorkomend geval, de identiteit van de verkoper of van de overdrager;

2° de vergunningen tot het bezitten van een opslagplaats voor verweer- of oorlogswapens, bedoeld in artikel 29;

de inschrijvingen van de aangiffen in het register van het beroep van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar, of van wapenmaker, bedoeld in artikel 2.

Vermeld worden alleen de identiteit van de titularis, diens nationaliteit, adres en de plaats waar de opslagplaats gelegen is of waar de beroepswerkzaamheden worden verricht. »

MODEL N° 10

Register van de verkoop of overdracht van verweer- of oorlogswapens tussen fabrikanten en handelaars

In

Datum	Oorsprong van de wapens	Aard van de wapens	Merk	Model en type	Kaliber	Nummer

Uit

Datum	Identiteit en woonplaats van de klant	Uitgevoerde verrichting	Aard van de wapens	Merk	Model en type	Kaliber	Nummer

MODELE N° 11 bis

Registre des ventes ou cessions d'armes à feu de chasse ou de sport à des particuliers

Entrée

Date	Origine des armes	Nature des armes	Marque	Modèle et type	Calibre	Numéro

Sortie

Date	Identité de l'acquéreur	Domicile de l'acquéreur numéro du document d'identité	Nature des armes	Marque	Modèle et type	Calibre	Numéro

N.B. : Les armes sont entrées et sorties individuellement
 Origine des armes = fabrication ou identité du fournisseur
 Document d'identité = carte d'identité ou passeport

MODEL N° 11 bis

Register van de verkoop of overdracht van jacht- of sportwapens aan particulieren
In

Datum	Oorsprong van de wapens	Aard van de wapens	Merk	Model en type	Kaliber	Nummer

Uit

Datum	Identiteit van de verkrijger	Woonplaats van de verkrijger nummer van identiteitsbewijs	Aard van de wapens	Merk	Model en type	Kaliber	Nummer

N.B. : Ieder wapen wordt afzonderlijk in- en uitgeschreven
Oorsprong van de wapens = fabricatie of identiteit van de leverancier
Identiteitsbewijs = identiteitskaart of paspoort

MODELE N° 11 ter

Avis de vente ou cession d'armes à feu de chasse ou de sport à des particuliers

Avis de vente ou cession d'armes à feu de chasse ou de sport	
Nature de l'arme :	.....
Marque de fabrique :	.....
Modèle :	.....
Type :	.....
Calibre :	.....
Numéro :	.....
Longueur totale du canon :	.....
Particularités de l'arme :	.....
Identité de l'acquéreur :	.....
Adresse de l'acquéreur :	.....
N° de carte d'identité ou de passeport :	.....
Date de la vente ou cession :	.....
Signatures :	
vendeur ou cédant	acquéreur

MODEL N° 11 ter

Bericht van verkoop of overdracht van jacht- of sportvuurwapens aan particulieren

Bericht van verkoop of overdracht van jacht- of sportvuurwapens	
Aard van het wapen :	
Fabrieksmerk :	
Model :	
Type :	
Kaliber :	
Nummer :	
Totale lengte van de loop :	
Kenmerken van het wapen :	
—————	
Identiteit van de verkrijger :	
Adres van de verkrijger :	
Nr. van de identiteitskaart of van het paspoort :	
Datum van de verkoop of van de overdracht :	
Handtekeningen :	
verkoper of overdrager	verkrijger

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 avril 1989 modifiant l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET
Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 8 april 1989 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET
De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 89 — 761

17 MARS 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6, modifié par la loi du 21 juin 1983;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments, modifié par les arrêtés royaux des 10 septembre 1974, 3 avril 1975, 23 septembre 1975, 17 juin 1976, 29 août 1979,

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 89 — 761

17 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 september 1974, 3 april 1975, 23 september 1975, 17 juni 1976,